

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

*Etabli en application des articles L2123-1, R2123-1 1°, R2123-4 à R2123-7 (Procédure adaptée)
du Code de la commande publique*

Pouvoir adjudicateur :

**Centre hospitalier Bretagne Atlantique
Etablissement support du Groupement hospitalier Brocéliande Atlantique**

Maître d'ouvrage :

**EPSM Morbihan
22, rue de l'Hôpital
56890 SAINT AVE**

Objet du marché public :

**MISSION DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE
POUR L'OPERATION DE CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT HQE DE
105 LITS D'HOSPITALISATION DE PSYCHIATRIE**

SOMMAIRE

PREAMBULE. PRESENTATION DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE.....	4
CHAPITRE 1. DISPOSITIONS GENERALES	5
ARTICLE 1. DEFINITION DES PARTIES AU CONTRAT.....	5
ARTICLE 2. OBJET	5
ARTICLE 3. PROCEDURE DE PASSATION	5
ARTICLE 4. TYPE	5
ARTICLE 5. DECOMPOSITION	6
5.1. Allotissement.....	6
5.2. Options.....	6
ARTICLE 6. MISSION	6
ARTICLE 7. DUREE	6
ARTICLE 8. AUTRES INTERVENANTS	7
8.1. Assistant à maîtrise d'ouvrage	7
8.2. Maîtrise d'œuvre.....	7
8.3. Contrôle technique.....	7
8.4. Ordonnancement, Pilotage, Coordination (OPC)	8
ARTICLE 9. PIECES CONTRACTUELLES	8
CHAPITRE 2. CONDITIONS D'EXECUTION	10
ARTICLE 10. QUALITE DES PRESTATIONS	10
ARTICLE 11. DELAIS D'EXECUTION	10
ARTICLE 12. MODALITES DE TRANSMISSION DES LIVRABLES	11
ARTICLE 13. CONDUITE DES PRESTATIONS	11
13.1. Attestation de compétence	11
13.2. Identification des responsables techniques.....	12
ARTICLE 14. CLAUSE DE REEXAMEN.....	12
14.1. A l'initiative du Maître d'ouvrage.....	12
14.2. A l'initiative du Titulaire.....	13
ARTICLE 15. AUTRE MODALITES D'EXECUTION.....	13
15.1. Présence du Titulaire	13
15.2. Obligation de conseil	13
15.3. Discrétion et confidentialité	14
15.4. Protection des données à caractère personnel	14
15.4.1. Description du traitement.....	14
15.4.2. Obligation du sous-traitant.....	14
15.4.3. Droits des personnes.....	15
15.4.4. Violation des données à caractère personnel	15
15.4.5. Fin du contrat.....	15
15.4.6. Clause de réexamen	15
15.5. Assurances	15
15.6. Protection de la main d'œuvre, des conditions de travail et de l'environnement	16
15.6.1. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	16
15.6.2. Protection de l'environnement	16
15.7. Régularité de la situation du Titulaire	17
15.7.1. Vérifications périodiques de la régularité de la situation du Titulaire.....	17
15.7.2. Sanctions en cas d'irrégularités constatées	18
15.8. Notification.....	18
CHAPITRE 3. CONSTATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	20
ARTICLE 16. OPERATIONS DE VERIFICATION.....	20
ARTICLE 17. CONSEQUENCES	20
CHAPITRE 4. PRIX ET REGLEMENT	21
ARTICLE 18. MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	21

18.1.	Type de prix	21
18.2.	Contenu du prix	21
18.3.	Variation du prix	22
18.3.1.	Mois d'établissement du prix du marché	22
18.3.2.	Choix de l'index de référence	22
18.3.3.	Modalités de révision	22
ARTICLE 19.	MODALITES DE REGLEMENT	23
19.1.	Avance	23
19.2.	Acompte	23
19.3.	Mode de règlement	24
19.4.	Présentation des demandes de paiement	24
19.5.	Délai de paiement	24
19.6.	Suspension du délai de paiement	25
19.7.	Intérêts moratoires	25
ARTICLE 20.	PENALITES	25
20.1.	Pénalités de retard	25
20.2.	Autre pénalité	26
CHAPITRE 5.	FIN DES PRESTATIONS	27
ARTICLE 21.	ARRET DES PRESTATIONS EN COURS D'EXECUTION	27
ARTICLE 22.	RESILIATION	27
22.1.	Résiliation pour motif d'intérêt général	27
22.2.	Résiliation pour faute du Titulaire	27
22.3.	Exécution aux frais et risques	28
22.4.	Conséquence de la résiliation	28
ARTICLE 23.	DIFFERENDS ET RECOURS	28
CHAPITRE 6.	DEROGATIONS AUX CCAG/PI	29

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

PREAMBULE. PRESENTATION DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Par convention signée le 1^{er} juillet 2016, le Groupement hospitalier Brocéliande Atlantique (GHBA) a été constitué entre les établissements suivants :

- Le Centre hospitalier Bretagne Atlantique (Vannes et Auray) ;
- L'Etablissement Public de Santé Mentale Morbihan (Saint Avé) ;
- Le Centre hospitalier Alphonse Guérin (Ploërmel) ;
- L'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes de Malestroit ;
- Le Centre hospitalier de Josselin ;
- Le Centre hospitalier de Belle-Ile-en-Mer (Le Palais) ;
- Le Centre hospitalier Basse Vilaine (Nivillac).

Le Centre hospitalier Bretagne Atlantique est l'Etablissement support du groupement hospitalier de territoire.

Conformément à l'article L6132-3 3° du Code de la santé publique, l'Etablissement support assure la fonction Achat pour le compte des Etablissements parties. A ce titre, il est chargé de :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat ;
- La planification des marchés publics ;
- La passation des marchés publics et de leurs avenants.

L'exécution des marchés publics qui comprend notamment l'émission des commandes, la vérification du service fait, la liquidation des factures et leur mandatement, relève des Etablissements parties.

Par ailleurs, depuis le 1^{er} mars 2021, l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) La Rose des Vents de Quiberon a intégré la Direction commune regroupant le Centre hospitalier Bretagne Atlantique, le Centre hospitalier Alphonse Guérin, le Centre hospitalier de Josselin, l'EHPAD de Malestroit et le Centre hospitalier de Belle-Ile-en-Mer.

Le 3 mai 2021, l'EHPAD La Rose des Vents et le Centre hospitalier Bretagne Atlantique ont signé une convention constitutive de groupement de commandes afin de permettre à l'EHPAD de bénéficier des marchés publics passés par le Centre hospitalier Bretagne Atlantique.

ARTICLE 1. DEFINITION DES PARTIES AU CONTRAT

Le marché public est conclu entre :

- Le Centre hospitalier Bretagne Atlantique, en sa qualité d'Etablissement support du Groupement hospitalier Brocéliande Atlantique, pour les besoins de **l'Etablissement Public de Santé Mentale (EPSM) Morbihan**, dénommé ci-après « *le Maître d'ouvrage* » ou « *l'Etablissement* »,

Et

- L'opérateur économique ou le groupement d'opérateurs économiques retenu au titre du marché public, représenté par une personne habilitée, dénommé ci-après « *le Titulaire* ».

ARTICLE 2. OBJET

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ont pour objet de définir les conditions suivant lesquelles le Titulaire s'engage à assurer **la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs**, en application des articles L4532-2 à L4532-7 du Code du travail, réalisée dans le cadre de l'opération suivante :

Construction d'un bâtiment HQE de 105 lits d'hospitalisation de psychiatrie au bénéfice de l'EPSM Morbihan

Cette opération de travaux se déroule sur le site principal de l'EPSM Morbihan situé 22, rue de l'Hôpital à Saint Avé (56890).

Le projet prévoit la réalisation de travaux sur 4 323 m² SU pour un total d'environ 6 300 m² SDO. Le bâtiment à construire sera un **ERP de type U2 de 4^{ème} catégorie** (à confirmer par le contrôleur technique). Les caractéristiques de l'opération de travaux sont définies dans le programme fonctionnel, le programme technique et le programme environnemental de l'opération respectivement placés en Annexe 1, 2 et 3 du cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

La partie de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération, affectée aux travaux par le Maître de l'ouvrage est estimée à **15 000 000,00 € HT** (date de valeur : décembre 2024).

La dévolution des travaux est prévue à titre provisoire en lots séparés. Le choix définitif du mode de dévolution devra être confirmé au plus tard à la réception de l'APD (Avant-projet Définitif).

ARTICLE 3. PROCEDURE DE PASSATION

Le présent marché public est passé après mise en concurrence en la forme d'une procédure adaptée en application des articles L2123-1, R2123-1, R2123-4 à R2123-7 du Code de la commande publique.

ARTICLE 4. TYPE

Il s'agit :

- D'un marché
- De services
- À prix forfaitaire révisable.

ARTICLE 5. DECOMPOSITION

5.1. Allotissement

Prestations divisées en lots :

☐ Oui ☒ Non

Le présent marché public ne donne pas lieu à allotissement, la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs formant un ensemble cohérent qui ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

5.2. Options

Au sens du Droit communautaire, les options sont les suivantes :

Le marché public comporte des tranches optionnelles :

☐ Oui ☒ Non

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la Commande publique, et si les conditions décrites à cet article sont remplies, le Pouvoir Adjudicateur se réserve, le cas échéant, le droit de passer des marchés publics sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

☒ Oui ☐ Non

Le marché public peut faire l'objet de reconductions :

☐ Oui ☒ Non

Le marché public contient des clauses de réexamen :

☒ Oui ☐ Non

ARTICLE 6. MISSION

La mission confiée est une mission de « Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS) », au sens des articles L4532-2 et suivants du Code du travail, dans le cadre de l'opération décrite ci-avant.

Elle comprend l'ensemble des prestations relatives à la prévention des risques et la protection de la santé des intervenants du chantier, riverains et futurs intervenants (entretien, maintenance, rénovation).

L'opération des travaux relève de la catégorie 1 au sens de l'article R4532-1 du Code du travail, avec une mission CSPS de niveau 1.

La description technique de la mission et ses spécifications figurent dans le CCTP.

ARTICLE 7. DUREE

Le marché s'exécute à compter de sa date de notification jusqu'à la notification de la décision d'admission des derniers livrables attendus par le Maître d'ouvrage.

La durée globale prévisionnelle du marché est décomposée comme suit :

- Douze (12) mois d'études ;
- Vingt-huit (28) mois de travaux ;

Les études de conception doivent débuter en novembre 2025.

ARTICLE 8. AUTRES INTERVENANTS

8.1. Assistant à maîtrise d'ouvrage

L'assistance à maîtrise d'ouvrage est assurée par le groupement suivant :

EMBASE (mandataire)

Le Rigado
136, rue du Commerce
56000 VANNES

BEHI (cotraitant)

26 bis, rue Hermès
31520 RAMONVILLE-SAINT-AGNE

8.2. Maîtrise d'œuvre

La procédure en vue de la désignation du Titulaire du marché de maîtrise d'œuvre est en cours.

La mission de maîtrise d'œuvre porte sur une opération de construction neuve de bâtiment et comporte en conséquence les éléments de mission suivants :

Éléments de mission de base :

- Les Études d'Esquisse réalisées au stade concours et mises au point après signature du marché
- Les Études d'Avant- Projet Sommaire (APS)
- Les Études d'Avant- Projet Définitif (APD)
- Les Études de Projet (PRO)
- L'Assistance pour la passation des Contrats de Travaux (ACT) y compris Dossier de consultation des entreprises (DCE) et Détails quantitatifs estimatifs (DQE)
- Le Visa des études d'exécution et de synthèse (VISA)
- La Direction de l'Exécution des marchés de Travaux (DET)
- L'Assistance lors des Opérations de Réception (AOR) et pendant la Garantie de parfait achèvement (GPA)

Éléments de missions complémentaires (obligatoires) :

- Suivi de la performance environnementale et des objectifs de certifications (HQE, biosourcé) sur les différents éléments de la mission de base

Prestations supplémentaires éventuelles :

- PSE 1 : Mission SYNTHÈSE
- PSE 2 : Mission SSI

8.3. Contrôle technique

La procédure en vue de la désignation du contrôleur technique pour cette opération est en cours.

Les missions de contrôle technique doivent être exercées en conformité avec la norme française NF P 03-100 relative aux critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction.

Le Titulaire doit réaliser des missions de base et des missions complémentaires telles que définies par le cahier des clauses techniques générales applicable aux marchés publics de contrôle technique (CCTG Contrôle technique) complété par les dispositions du CCTP, à savoir :

Missions de base :

- Mission L portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables, y compris parasismique
- Mission S portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions, telles que définies par l'article 7 du cahier des clauses technique générales applicables aux marchés publics de contrôle technique (CCTG Contrôle technique).
Il s'agit d'une mission SEI, car le bâtiment à édifier est un ERP.

Missions complémentaires :

- Mission P1 relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés
- Mission PS relative à la sécurité des personnes dans les bâtiments en cas de séisme
- Mission F relative au fonctionnement des installations nécessaires à l'exploitation du bâtiment hors activités économiques
- Mission Pha relative à l'isolation acoustique des bâtiments autres qu'à usage d'habitation
- Mission Th relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie dans les bâtiments
- Mission Hand relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
- Mission Brd relative au transport des brancards dans les constructions
- Mission Av relative à la solidité des avoisinants
- Mission GTB relative à la gestion technique du bâtiment
- Mission HYSa relative à l'hygiène et à la santé dans les bâtiments autres de d'habitation

Autres missions :

- Mission PV relative au recollement des procès-verbaux d'essais de fonctionnement des installations
- Mission Att Hand relative à l'attestation de conformité à la réglementation liée à l'accessibilité aux personnes handicapées en fin de travaux
- Mission VIEL relative à la vérification initiale des installations électriques en application du code du travail, étendue aux installations de chantier
- Mission CONSUEL relative à la vérification de la conformité des installations électriques préalablement à la mise sous tension

Le Titulaire doit notamment intervenir dans les conditions fixées par le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux prestations de contrôle technique et approuvé par le Décret n°99-443 du 28 mai 1999 et par la norme NFP 03-100 citée dans le CCTG.

Les phases des missions sont celles prévues par l'article 11 du CCTG.

Les actes techniques correspondant à chacune de ces phases sont ceux qui sont mentionnés dans l'annexe B du CCTG, avec les compléments et précisions des documents contractuels régissant le présent marché, pouvant constituer de dérogations aux documents précités.

8.4. Ordonnancement, Pilotage, Coordination (OPC)

Une procédure en vue de la désignation du Titulaire du marché relatif à la mission OPC va être lancée par le Maître d'ouvrage.

ARTICLE 9. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG/PI), les documents contractuels qui régissent le présent marché public sont, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement ;
- Le présent CCAP conservé par l'Etablissement support, lequel fait seul foi, et son annexe :
 - ✓ Annexe 1. Modalités de facturation ;
- Le CCTP conservé par l'Etablissement support, lequel fait seul foi, et son annexe :
 - ✓ Annexe 1. Programme fonctionnel ;
 - ✓ Annexe 2. Programme technique ;

✓ Annexe 3. Programme environnemental ;

- Le CCAG / PI approuvé par l'arrêté du 31 mars 2021 et publié au Journal officiel le 1^{er} avril 2021, dans sa version en vigueur à la date de notification du marché et sous réserve des dérogations prévues dans le présent CCAP ;
- Les éléments de la décomposition du prix global et forfaitaire du Titulaire (après contrôle et accord de l'Etablissement pour les seuls prix d'unités qui serviront au règlement des éventuelles prestations en supplément ou en déduction du forfait) ;
- La réponse technique du Titulaire remise lors de la consultation ainsi que ses éventuelles réponses aux demandes de précision en phase d'analyse, en tant qu'elles complètent sans remettre en cause le présent contrat et uniquement pour les engagements unilatéraux du Titulaire.

En cas de contradiction entre pièces constitutives, cet ordre sert à déterminer la clause qui s'impose aux parties. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties est recherchée.

Il ne peut être apporté aucune réserve aux pièces désignées ci-dessus.

Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces du marché public.

Les pièces générales sont réputées être connues par le Titulaire. Le Titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, codes, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous textes administratifs nationaux et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché public. Le Titulaire s'engage notamment à respecter la réglementation issue du Code du travail. Le montant du marché est réputé en tenir compte.

Les conditions générales de vente du Titulaire, même imposées habituellement à sa clientèle publique ou privée que ce soit par l'insertion d'imprimés particuliers, de documents annexes ou par tout autre moyen, ne s'appliquent en aucun cas au présent marché public.

ARTICLE 10. QUALITE DES PRESTATIONS

Toutes les mesures sont prises par le Titulaire pour respecter les stipulations du marché public, les normes et spécifications techniques applicables, et notamment celles visées au CCAP et au CCTP, étant celles en vigueur à la date de lancement de la consultation

Les nouvelles dispositions réglementaires qui pourraient intervenir entre la date d'établissement du présent CCAP et l'exécution de la prestation se substitueront de plein droit aux dispositions susvisées dans la mesure où elles auraient pour effet de les modifier ou de les rendre caduques.

Au cours de l'exécution du marché, le Titulaire doit se conformer à toute évolution de la réglementation. Dans cette hypothèse, le Titulaire est tenu d'en informer l'Etablissement.

Le Titulaire s'engage à ce que l'ensemble de ses prestations soit de qualité similaire pendant toute la période d'exécution du marché public et de façon générale à garantir la qualité des prestations au niveau le plus élevé des usages professionnels et des règles de l'art relatifs aux prestations du présent marché public.

ARTICLE 11. DELAIS D'EXECUTION

Les délais d'établissement des documents en jours calendaires et leurs points de départ sont fixés ci-dessous :

ELEMENTS DE MISSIONS	DELAIS	POINT DE DEPART DU DELAI
1.Phase conception		
Rapport/avis sur APS	14 jours	Réception du dossier relatif aux études APS
Rapport/avis sur APD Ouverture du registre journal, Projet de DIUO, Déclaration préalable	14 jours	Réception du dossier relatif aux études APD
Rapport, avis PRO (pré-PGC)	10 jours	Réception du dossier relatif aux études PRO
PGC	7 jours	Réception du DCE
2. Phase réalisation		
PV d'inspection commune	3 jours	Jour de la visite (réunions et visites inopinées)
Mise à jour du registre journal	3 jours	
Mise à jour déclaration préalable	3 jours	
Mise à jour PGC	7 jours	
Mise à jour DIUO	7 jours	
3. Phase réception		
Mise à jour registre journal Finalisation PGC Finalisation DIUO	7 jours	Jour des OPR

Le délai maximum pour la réponse à une question émanant soit du Maître d'ouvrage, soit du Maître d'oeuvre, soit d'une entreprise est de **trois (3) jours calendaires**, à compter de sa communication au Titulaire.

En cas de non-respect des délais susvisés, le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'appliquer les pénalités fixées à l'article 20 ci-après.

Les documents à produire par le Titulaire dans un délai fixé par le marché doivent être transmis par ce dernier par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le Maître d'ouvrage.

Chaque délai d'exécution s'achève à la date de présentation des études au Maître d'ouvrage, en vue de l'engagement des opérations de vérification, conformément à l'article 13.2.2 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles.

Le Titulaire doit s'attacher à ne pas retarder le déroulement de la prestation en intervenant le plus en amont possible. A défaut de les obtenir spontanément, il met les intervenants en demeure de lui fournir les renseignements qui lui sont nécessaires pour réaliser sa mission en fonction du calendrier fixé par le Maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG/PI, en cas d'impossibilité pour le Titulaire de respecter le délai d'exécution du fait du Maître d'ouvrage ou d'un événement ayant le caractère de force majeure, le Titulaire signale au Maître d'ouvrage les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai d'exécution contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de huit (8) jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à huit (8) jours. Il indique, par la même demande, à l'Etablissement la durée de la prolongation demandée.

De plus, le Maître d'ouvrage peut lui-même accorder une prolongation de ce délai s'il a connaissance d'une cause qui lui imputable et qui fait obstacle à l'exécution du marché.

ARTICLE 12. MODALITES DE TRANSMISSION DES LIVRABLES

Dans le cadre du marché, le Titulaire doit fournir tous les documents écrits, résultant de son contrat, aux intervenants suivants :

- Au Maître d'ouvrage,
- À l'AMO,
- À la Maîtrise d'œuvre,
- Aux entreprises.

Pour satisfaire à cette obligation tous les fichiers doivent être compatibles avec les formats suivants :

- Standard .zip
- Adobe® Acrobat® .pdf
- Rich Text Format .rtf
- Doc ou .xls ou .ppt en version Microsoft Office 2000-2003 ou antérieurs exploitables
- Le cas échéant, le format DWF
- Ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif

Le Titulaire est invité à :

- Ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
- Ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
- Traiter les fichiers constitutifs de ses études par un anti-virus.

En cas de difficulté de récupération ou détection de virus, le Titulaire doit prendre toutes les mesures nécessaires pour transmettre au Maître d'ouvrage ou son représentant, l'ensemble de ces données soit par la voie électronique, soit sur un support physique électronique lisible et sain dans un délai de trois (3) jours calendaires. En cas de retard dans la transmission de ce support, le Maître d'ouvrage ou son représentant se réserve, s'il y a lieu, l'application de pénalités de retard pour l'élément d'études concerné. Il appartient au Titulaire de s'assurer que la transmission de ces documents sous la forme dématérialisée a bien été effectuée auprès des intéressés.

Toutefois, le Titulaire fournit au Maître d'ouvrage sous présentation classique, matérialisée sous la forme papier en 1 exemplaire l'ensemble des documents écrits.

ARTICLE 13. CONDUITE DES PRESTATIONS

13.1. Attestation de compétence

Le Titulaire déclare que le(s) responsable(s) désignés pour la conduite de prestations est/sont titulaire(s) de « l'Attestation de compétence » visée à l'article R4532-31 du Code du travail remise à l'issue de la formation spécifique de coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Ainsi, il s'engage, à cet égard, à justifier de ces formations sur simple demande du Maître d'ouvrage.

En cas de non-renouvellement ou de perte de l'attestation de compétence, le Titulaire doit aviser rapidement le Maître d'ouvrage en lui adressant un courrier avec accusé de réception.

13.2. Identification des responsables techniques

Le Titulaire s'engage à affecter à la conduite des prestations objet de ce marché public le(s) responsable(s) technique(s) nommément désigné(s) dans son offre, sans préjudice de la participation d'autres personnes après accord de l'Etablissement.

La réalisation des prestations par les profils décrits dans la réponse technique du Titulaire, tout au long de l'exécution du marché, est donc un élément substantiel du marché.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable, ce dernier est dûment représenté par le suppléant indiqué à cet effet dans l'offre du Titulaire.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG/PI, lorsqu'il est prévu dans le marché que tout ou partie des prestations doit être exécutée par une personne nommément désignée et que cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le Titulaire doit :

- En informer sans délai l'Etablissement et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer à l'Etablissement un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date d'envoi de l'information mentionné à l'alinéa précédent.

Si l'Etablissement récusé le remplaçant, le Titulaire dispose de quinze (15) jours pour proposer un autre remplaçant.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG/PI, l'absence de récusation par l'Etablissement du remplaçant ne vaut en aucun cas admission tacite de ce dernier mais rejet.

L'Etablissement peut demander à tout moment le remplacement de toute personne dont le comportement ou la probité ne seraient pas jugés selon lui compatibles avec le bon déroulement de la présente mission. Ce remplacement doit intervenir dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande ; ce délai peut être réduit à 24h si le motif provient d'un non-respect des clauses du présent marché public ou en cas de faute grave.

Il appartient au Titulaire de définir le nombre, les durées et horaires de travail et la qualité du personnel mis en place pour faire face à ses obligations contractuelles.

Les stipulations du présent article ne peuvent entraîner aucun coût supplémentaire pour l'Etablissement.

ARTICLE 14. CLAUSE DE REEXAMEN

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L2194-1 1 ° et R2194-1 du Code de la Commande publique. Toute modification acceptée par les parties à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution du marché.

L'ensemble des modifications ne peut avoir une incidence supérieure à 50% du montant initial du marché.

14.1. A l'initiative du Maître d'ouvrage

- Modification d'une prestation dans son périmètre et/ou dans le contenu, ou intégration d'une prestation complémentaire, similaire ou associée de même nature que celle du marché public devenue nécessaire pour la réalisation de l'opération de travaux.

14.2. A l'initiative du Titulaire

- Cession du marché public : le Titulaire initial peut, à la suite d'une opération de restructuration (fusion-absorption, cession d'une ou de différentes activités, acquisition d'une nouvelle activité ...), céder le marché public à un nouveau Titulaire.

Le cessionnaire pressenti doit :

- Présenter les garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché public pour la durée restante de celui-ci ;
- Justifier ne pas relever d'un motif d'exclusion de la procédure de passation des marchés publics.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire communique les pièces suivantes :

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations, objet du marché public, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
- La présentation d'une liste des principales fournitures fournies au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé
- Les documents de preuve permettant de justifier qu'il ne relève pas d'un motif d'exclusion de la procédure de passation des marchés publics
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

Le Maître d'ouvrage et l'Etablissement support se prononcent sur l'agrément du cessionnaire après réception de la demande d'agrément, étant précisé qu'une demande d'agrément ne peut être refusée si le cessionnaire pressenti présente les qualités et garanties requises.

L'avenant de transfert est rédigé sur présentation d'un extrait K Bis du registre du Commerce du cessionnaire, d'une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques en cas d'opération de restructuration et d'un RIB en cours de validité du cessionnaire.

Par ailleurs, le Titulaire s'engage à informer le Maître d'ouvrage et l'Etablissement support de tout changement survenant au cours de la période d'exécution du marché public, affectant la personne ayant qualité pour le représenter, la forme de l'entreprise, la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination, son adresse ou son siège social, ses coordonnées bancaires, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant. Le Titulaire fait parvenir au Maître d'ouvrage et à l'Etablissement support, selon le cas, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et / ou un RIB en cours de validité. Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

- Modification d'une prestation ou intégration d'une prestation complémentaire, similaire ou associée de même nature que celle du marché public, devenue nécessaire suite à une évolution de la réglementation applicable.

ARTICLE 15. AUTRE MODALITES D'EXECUTION

15.1. Présence du Titulaire

La présence du Titulaire aux réunions de travail ne fait l'objet d'aucune restriction.

Il s'engage à consacrer globalement pour chaque phase de sa mission au minimum les temps indiqués dans son offre sans pouvoir tirer argument de l'épuisement de ces temps pour ne pas remplir complètement sa mission.

15.2. Obligation de conseil

Le Titulaire a une obligation permanente de conseil envers l'Etablissement dans le cadre de l'exécution du marché. Il s'engage à informer sans délai l'Etablissement ou son représentant de tout événement ou toute difficulté, de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objets du marché.

Le Titulaire s'engage à conseiller l'Etablissement dans le cas où ce dernier émettrait des demandes complémentaires ou nouvelles en cours d'exécution du marché.

Si les conseils, les informations et les recommandations sont formulés oralement à l'Etablissement, elles donnent obligatoirement lieu à la remise dans les meilleurs délais d'un document écrit de confirmation.

15.3. Discretion et confidentialité

Le Titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et préposés.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché public peut être résilié aux torts exclusifs du Titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Ces obligations doivent perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent contrat.

La confidentialité ne s'applique pas aux informations et documents qui sont publics ou le sont devenus avant divulgation.

15.4. Protection des données à caractère personnel

15.4.1. Description du traitement

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 ainsi que la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée.

Le sous-traitant (cette notion s'entendant dans le présent article exclusivement au sens de sa définition dans le RGPD) est autorisé à traiter pour le compte de l'Etablissement les données à caractère personnel nécessaires pour respecter les obligations contractuelles définies dans le présent contrat.

L'expression « sous-traitant », pour l'application du présent article, désigne le Titulaire du marché.

L'expression « le responsable du traitement » désigne l'Etablissement concernant les obligations relatives à l'exécution des prestations objet du marché.

Les opérations qui peuvent être réalisées sur ces données sont la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, l'effacement ou la destruction.

15.4.2. Obligation du sous-traitant

Le Titulaire est autorisé à traiter, pour le compte du responsable de traitement visé à l'article 15.4.1 du présent CCAP, des données à caractère personnel nécessaires pour le suivi de l'exécution des prestations objet du marché.

Les données à caractère personnel traitées sont : nom, prénom, grade, statut, coordonnées mail et téléphone des agents de l'Etablissement en charge du suivi et de l'exécution des prestations du présent marché public (techniciens, acheteurs, gestionnaires, assistants achat, Direction générale, Direction de la Logistique et des Travaux, Direction des achats, contrôle de gestion, service juridique).

Conformément au RGPD, le sous-traitant s'engage à :

- Traiter les données pour les seules finalités qui font l'objet de la sous-traitance ;
- Traiter les données uniquement pour la durée du marché public ;
- Traiter les données conformément aux instructions du présent contrat ;

- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel respectent la confidentialité et la sécurité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Signaler immédiatement toute fuite de données.

De plus, conformément à l'article 37 du RGPD, le sous-traitant doit communiquer au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données s'il en a désigné un.

Enfin, le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Si le sous-traitant entend faire appel à un autre sous-traitant, il en informe préalablement par écrit le responsable de traitement en indiquant les activités de traitement qui seront sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ainsi que la durée du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si elle a été validée et acceptée par le responsable de traitement.

Le second sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent contrat. Le sous-traitant initial doit s'assurer des garanties de son sous-traitant concernant la mise en œuvre des diverses obligations du RGPD.

Le sous-traitant ou le responsable de traitement, en fonction de la personne collectrice, fournit l'information aux personnes concernées des opérations de traitement au moment de la collecte des données.

15.4.3. Droits des personnes

Lorsqu'une personne souhaite exercer un des droits dont elle dispose en vertu du RGPD, le sous-traitant répond au nom et pour le compte du responsable de traitement pour les données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat et en avertit le responsable des données du responsable du traitement de l'Etablissement.

15.4.4. Violation des données à caractère personnel

Le sous-traitant notifie sous 36 heures maximum au responsable de traitement toute violation des données à caractère personnel dont il a eu connaissance.

15.4.5. Fin du contrat

Au terme du présent contrat, le sous-traitant s'engage, sous réserve des obligations de conservation de certains documents résultant de réglementations distinctes, à détruire toutes les données à caractère personnel. Le sous-traitant justifie par écrit de la destruction des données ou du renvoi des données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le responsable de traitement. Il détruit toute copie. Le sous-traitant justifie par écrit de la destruction des données.

15.4.6. Clause de réexamen

Le présent dispositif est susceptible de faire l'objet de modification, le cas échéant de façon unilatérale de la part du pouvoir adjudicateur, pour tenir compte d'éventuelles clauses contractuelles types au sens de l'article 28.8 du RGPD ou pour tenir compte d'éventuelles évolutions de la réglementation.

15.5. Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG/PI, tout Titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du contrat, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux ;

Ce contrat doit comporter au minimum les garanties suivantes :

- Responsabilité civile décennale au sens des articles 1792, 1792-2 et 1792-4-1 du Code civil
- Montant de garantie à hauteur de 3.000.000 € par sinistre ;
- Montant maximum des chantiers pour lesquels le titulaire du marché est autorisé à intervenir, lequel ne devra pas être inférieur au coût total des travaux et honoraires HT tel que déclaré par le Maître de l'ouvrage ;
- Responsabilité biennale de bon fonctionnement des éléments dissociables au sens de l'article 1792-3 du Code civil ;
- Dommages à l'ouvrage en cours de travaux, découlant d'un effondrement, y compris les frais de déblais.

Le Titulaire du marché doit, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le Maître de l'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

En cours d'exécution, le Titulaire doit adresser ces attestations au Maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de sa mission. Sur simple demande du Maître de l'ouvrage, le titulaire doit justifier à tout moment du paiement de ses primes ainsi que de celles de ses sous-traitants.

A défaut de fourniture dans les délais impartis des attestations conformes de police d'assurances visées au présent article, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 100 €, peuvent être appliquées.

A défaut de fourniture, dans un délai de deux (2) mois après notification du présent marché, des attestations conformes de police d'assurances visées au présent article, le marché peut être résilié aux frais et risques du Titulaire.

15.6. Protection de la main d'œuvre, des conditions de travail et de l'environnement

15.6.1. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au Titulaire, ainsi qu'à l'ensemble de ses cotraitants ou sous-traitants, sont celles prévues par les lois et règlement relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également soumis aux huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (conventions n°87, 98, 29 et 105, 100 et 111, 138 et 182).

L'Etablissement partie se réserve le droit de demander à tout moment au Titulaire la preuve du respect des principes contenus dans ces conventions ; le Titulaire apporte ces preuves par tout moyen significatif, ayant une force probante et facilement vérifiable.

Le Titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant. Néanmoins, l'Etablissement se réserve la possibilité de demander au Titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

Par dérogation à l'article 6.2 du CCAG / PI, en cas d'évolution de la réglementation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles afin de se conformer aux règles nouvelles ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ; elles sont mises en place par le Titulaire sous sa responsabilité.

15.6.2. Protection de l'environnement

Le Titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de l'environnement. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant. Néanmoins, l'Etablissement partie se réserve la possibilité de demander au Titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

Par dérogation à l'article 7.2 du CCAG / PI, en cas d'évolution de la réglementation en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles afin de se conformer aux règles nouvelles ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ; elles sont mises en place par le Titulaire sous sa responsabilité.

15.7. Régularité de la situation du Titulaire

15.7.1. Vérifications périodiques de la régularité de la situation du Titulaire

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'article D8222-5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage se fait remettre, par le Titulaire, tous les six (6) mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution :

- Lorsque le Titulaire est établi en France :
 - Une **attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale**, prévue à l'article L243-15 du Code de sécurité sociale, et **attestant également de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés** prévue aux articles L5212-2 à L5212-5 du Code du travail, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions **datant au maximum de moins de six (6) mois** (articles D8222-5-1° du Code du travail et D243-15 du Code de sécurité sociale).
A noter que la période de validité de six (6) mois est calculée à partir de la date à laquelle le Titulaire est en situation régulière vis-à-vis de l'organisme de recouvrement des cotisations, telle que mentionnée dans le paragraphe « Attestation de l'Union de recouvrement ».
 - Lorsque l'immatriculation du Titulaire au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D8222-5 du Code du travail) :
 - Un **extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis), à jour et datant au maximum de moins de trois (3) mois** ;
 - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.
- Lorsque le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger (article D8222-7 du Code du travail) :
 - Dans tous les cas, les documents suivants :
 - Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
 - Un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L243-15 du code de la sécurité sociale. Dans ce dernier cas, elle doit s'assurer de l'authenticité de cette attestation auprès de l'organisme chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales ;
 - Lorsque l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :
 - Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;

- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;
- Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six (6) mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.

Les documents et attestations ci-dessus énumérés sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en langue française.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'article D8254-2 à D8254-5 du Code du Travail, l'Etablissement se fait remettre, par le Titulaire, tous les six (6) mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution :

- La **liste nominative des salariés étrangers** employés par le cocontractant et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L5221-2 du Code du travail ou l'attestation sur l'honneur que l'opérateur économique n'emploie pas de salariés étrangers soumis à cette obligation, à jour et datant au maximum de moins de six (6) mois.
En application de l'article D8254-2 du Code du travail, cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié, outre son identité, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- Le cocontractant établi hors de France produit également :
 - En l'absence de détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur confirmant que l'opérateur économique n'emploie aucun salarié détaché en France au titre du contrat, n'a effectué aucune déclaration de détachement auprès de l'administration française et s'engage à informer immédiatement l'Etablissement en cas de modification de cette situation ;
 - Avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés (article R1263-12 du Code du travail) :
 - L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R1263-5 et R1263-7 du Code du travail ;
 - Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L1263-6, L1264-1, L1264-2 et L8115-1 du Code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Le Titulaire doit adresser tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents cités ci-dessus, à l'Etablissement, en recommandé avec avis de réception.

Les obligations ci-dessus définies s'appliquent également aux cotraitants et aux sous-traitants.

15.7.2. *Sanctions en cas d'irrégularités constatées*

En cas de non transmission par le Titulaire des documents attendus et après mise en demeure de régulariser sa situation adressée par le Maître d'ouvrage et restée infructueuse, ce dernier résilie le présent marché, sans indemnités pour faute du Titulaire, à ses frais et risques, dans les conditions prévues au présent CCAP.

15.8. **Notification**

La notification au Titulaire des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai peut être faite par le biais du profil d'acheteur ou à l'adresse postale du Titulaire mentionnée dans l'acte d'engagement. L'adresse électronique retenue est celle enregistrée dans le registre de dépôts des offres ou celle définie par le Titulaire pour recevoir les dossiers de consultation. Le Titulaire s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir l'Etablissement dans les plus brefs délais.

Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG/PI, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, le Titulaire est réputé avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui lui a ainsi été adressé, certifiée

par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/PI, la notification du marché public comprend uniquement une copie de l'acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG/PI, lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur, dans un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de la date de réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

ARTICLE 16. OPERATIONS DE VERIFICATION

A la réception de chaque livrable, l'Etablissement procède aux vérifications qualitatives destinées à constater qu'ils sont conformes aux prescriptions prévues aux documents contractuels, ainsi qu'à la réponse technique du Titulaire.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG/PI, les opérations de vérification se déroulent en dehors de la présence du Titulaire.

ARTICLE 17. CONSEQUENCES

A l'issue des opérations de vérification, l'Etablissement prend une décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet dont les termes sont définis ci-dessous :

- Admission : l'Etablissement reconnaît la conformité des prestations aux stipulations du marché.
- Ajournement : l'Etablissement estime que les prestations peuvent être reçues moyennant des mises au point et/ou des corrections à opérer par le Titulaire ;
- Admission avec réfaction : l'Etablissement estime que les prestations, sans entièrement satisfaire aux stipulations du marché, peuvent être reçues en l'état. Dès lors, l'Etablissement prend la décision motivée de réduire le montant des prestations à verser au Titulaire proportionnellement à l'importance des imperfections constatées ;
- Rejet : l'Etablissement estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues, même après ajournement ou avec réfaction. Il notifie une décision motivée de rejet.

Les décisions de l'Etablissement sont notifiées au Titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à leur admission. Elles sont impérativement motivées sauf s'il s'agit d'une décision d'admission.

Par dérogation aux articles 29.1 et 29.3 du CCAG/PI, l'absence de notification par l'Etablissement de sa décision n'entraîne pas l'admission des prestations.

Le rejet peut entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du Titulaire conformément aux stipulations de l'article 19.2 du présent CCAP.

Le paiement de chaque facture d'acompte est conditionné par la décision d'admission de l'Etablissement.

ARTICLE 18. MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

18.1. Type de prix

Le marché est traité à prix global et forfaitaire et hors TVA.

Ce prix rémunère le Titulaire indépendamment des quantités mises en œuvre pour réaliser les prestations objet du marché et couvre la totalité des prestations non optionnelles à assurer pour mener la mission à bonne fin dans les circonstances de complexité, de temps, de lieu et de délai de l'opération que le Titulaire est réputé connaître. Le Titulaire est réputé avoir évalué et valorisé intégralement les prestations à réaliser et les moyens mis en œuvre pour l'exécution du marché public. Il ne saurait revendiquer de coûts supplémentaires ou invoquer une évaluation insuffisante. Le Titulaire prend à sa charge toutes les conséquences de son intervention dès son commencement d'exécution

Seule la modification des prestations dans leur périmètre et/ou dans le contenu peut justifier la conclusion d'un avenant entre les parties (une sous-estimation de la prestation de la part du Titulaire ne saurait donner lieu à un avenant).

18.2. Contenu du prix

Le prix comprend tous les frais relatifs à l'exécution des missions, objet du présent marché, notamment :

- Toutes les charges fiscales, parafiscales et autres auxquelles sont soumises les prestations ;
- Les frais de déplacement, d'hébergement, de restauration du Titulaire et d'organisation matérielle en cas de réunions de travail dans les locaux de l'Etablissement ;
- Les frais de recherches, d'études, de conseils, d'analyses, de courriels, de communications téléphoniques pour tous les contacts relatifs à une sollicitation de l'Etablissement ;
- Les frais de rédaction, de bureautique, de reprographie, d'envoi et de livraison des livrables attendus ;
- Les frais de conseils ou d'assistance sous toutes leurs formes, y compris l'assistance à la rédaction de courriers, de réponses ou d'actes ;
- Les frais de dossier, fixes ou administratifs ;
- Tous les autres frais supportés par le Titulaire pour l'exécution de la prestation ;
- Et les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

Le Titulaire certifie que les prix proposés au Maître d'ouvrage n'excèdent pas ceux pratiqués à l'ensemble de sa clientèle.

Le Titulaire est réputé avoir évalué et valorisé intégralement les prestations à réaliser et les moyens mis en œuvre pour l'exécution du marché public. Il ne saurait revendiquer de coûts supplémentaires ou invoquer une évaluation insuffisante. Le Titulaire prend à sa charge toutes les conséquences de son intervention dès son commencement d'exécution.

La stratégie tarifaire adoptée par le Titulaire pour obtenir le marché public doit être maintenue pendant toute sa durée d'exécution.

Le Titulaire reconnaît en conséquence que son offre de prix :

- Résulte de l'appréciation de la complexité de l'opération ;
- Comprend l'ensemble des missions décrites dans le CCTP ;
- Est établie en tenant compte de l'ensemble des sujétions exposées dans les pièces du marché.

Ainsi, à programme constant, le forfait de rémunération n'est pas modifié. L'évolution conjoncturelle de l'estimation du coût des travaux ne saurait donner lieu à une augmentation des honoraires. De même, il ne sera pas modifié si le phasage et le délai d'exécution des travaux changent en cours des études de conception.

En cours d'exécution des travaux, l'allongement de la durée du chantier n'entraîne pas de rémunération complémentaire sauf si cet allongement a pour origine une modification substantielle du programme et dont le Titulaire n'a pas de part de

responsabilité. Dans cette hypothèse, le Titulaire doit justifier par un mémoire, les frais complémentaires réels engendrés par ces modifications. En cas d'accord entre les parties, un avenant est conclu dans la limite définie à l'article 14 du CCAP. Le prix est décomposé en un sous-détail dont l'usage est strictement limité :

- À l'établissement des acomptes en vue de leur règlement,
- À la détermination de prix nouveaux pour des prestations non prévues au marché.

En aucun cas, les mentions portées sur cette décomposition en sous-détail ne peuvent être invoquées pour contester le caractère forfaitaire du prix, ou pour demander une majoration de prix. De même, l'absence d'un poste dans ce sous-détail ne peut être invoquée pour réclamer un règlement hors forfait des prestations figurant au CCTP ou tout simplement nécessaires à une exécution conforme aux normes en vigueur.

18.3. Variation du prix

Le prix est révisable suivant les modalités définies ci-après.

18.3.1. Mois d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois « mois zéro » correspondant au mois de la date limite de réception des plis.

18.3.2. Choix de l'index de référence

L'index de référence *I* choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index **ING Ingénierie**.

L'index Ingénierie est publié au Bulletin Officiel du Ministère de l'Équipement (base 100 en 2010).

En cas de disparition de l'index de référence en cours d'exécution du marché, l'index officiel de substitution est automatiquement appliqué en remplacement, par les parties. En l'absence d'index officiel de substitution, les parties pourront substituer un index adapté à la structure des coûts du marché par avenant.

18.3.3. Modalités de révision

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient *C* de révision, donnée par la formule suivante :

$$C = 0,15 + 0,85 I_m/I_0$$

*I*₀ est l'index national des études d'Ingénierie et d'architecture publié ou à publier correspondant au mois *M*₀. Le mois *M*₀ est la date d'établissement du prix initial.

*I*_m est l'index national des études d'Ingénierie et d'architecture publié ou à publier correspondant au mois d'exécution des prestations.

Pour les éléments de mission pour lesquels un délai d'exécution est fixé, la valeur finale de l'index est appréciée au plus tard à la date contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

Si la durée de l'exécution de l'élément de mission est supérieure à un (1) mois, la valeur des index utilisés pour la révision de prix est appréciée à la date à laquelle chaque partie de l'élément de mission est effectivement réalisée sans toutefois être postérieure à la date contractuelle de réalisation.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

En cas de passation d'un avenant, la clause de révision ci-dessus s'appliquera avec un mois *M*₀ correspondant au mois *M*₀ indiqué au présent article.

Il ne sera procédé à la révision de prix qu'à la parution de l'index correspondant, les révisions provisoires ne sont pas admises.

ARTICLE 19. MODALITES DE REGLEMENT

19.1. Avance

Il est fait application de l'option B de l'article 11.1 du CCAG/PI. Le taux est fixé à 5% du montant du marché TTC.

La demande d'avance est formalisée dans l'acte d'engagement ou la déclaration de sous-traitance. Si aucune case n'est cochée, le Titulaire ou le sous-traitant est réputé y avoir renoncé.

Dès lors qu'une avance est demandée, l'Etablissement demande la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100% du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée. La garantie est libérée lorsque l'avance est remboursée.

Le délai de paiement court à compter de la date de réception de la garantie à première demande.

Le remboursement de cette avance commence lorsque le montant cumulé des demandes d'acomptes présentées par le Titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Ce remboursement doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché. Le montant de l'avance ne sera ni révisé ni actualisé. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire à titre d'acompte ou de solde. Le précompte s'effectue après application de la clause de variation des prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde.

Conformément aux articles R2193-17 à R2193-21 du Code de la Commande Publique, lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'assiette de l'avance est réduite, pour le Titulaire, au montant correspondant aux prestations lui incombant.

Si le Titulaire du marché qui a perçu l'avance, sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance. Le remboursement s'impute sur les sommes qui lui sont dues par l'Etablissement dès la notification de l'acte spécial.

Une avance est versée aux sous-traitants de premier rang bénéficiaires du paiement direct qui en font la demande. Le paiement de cette avance est subordonné au remboursement, s'il y a lieu, de la partie de l'avance versée au Titulaire au titre des prestations sous-traitées.

Le droit à l'avance forfaitaire du sous-traitant est ouvert à la date de commencement d'exécution des prestations par celui-ci. Le montant de l'avance et ses modalités de remboursement sont identiques à celles du Titulaire du marché.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65,00 % du montant des prestations au titre desquelles est accordée cette avance et doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80,00 %.

19.2. Acompte

Le règlement des sommes dues au Titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, selon l'échéancier de paiement des prestations suivant, à savoir :

- **Phase Conception**
 - Chaque prestation incluse dans la phase Conception fait l'objet d'un règlement à 100% suite à la décision d'admission du Maître d'ouvrage.
- **Phase Réalisation :**
 - 100% des honoraires sous forme d'acomptes mensuels proportionnels au délai d'exécution prévisionnel des travaux, période de préparation incluse. En cas de prolongation du délai, le montant mensuel des acomptes restants sera recalculé en fonction du nouveau délai prévisionnel des travaux.

- **Phase Réception :**
 - o 70% des honoraires à la remise au Maître d'ouvrage du DIUO
 - o 30% des honoraires à la suite de la finalisation du DIUO

19.3. Mode de règlement

Le paiement est effectué par mandat administratif et virement sur le compte ouvert au nom du Titulaire, figurant dans l'acte d'engagement.

19.4. Présentation des demandes de paiement

▪ Mentions

Outre les mentions légales, les factures afférentes au présent marché public comportent les mentions suivantes :

- Date d'émission de la facture ;
- Numéro de la facture ;
- Nom complet et adresse du Titulaire ;
- Numéro individuel d'identification (SIRET) ;
- Numéro d'identification à la taxe sur la valeur ajoutée du prestataire (n° de TVA intracommunautaire) ;
- Numéro de son compte postal ou bancaire, tel que précisé à l'acte d'engagement ;
- Nom complet et adresse de l'Etablissement ;
- Code d'identification du service de l'Etablissement en charge du paiement ;
- Numéro et intitulé du marché ;
- Prestations exécutées et le pourcentage d'avancement ;
- Période d'exécution des prestations ;
- Montant total HT, taux et montant de TVA, et montant total TTC.

Le non-respect de ces dispositions entraîne, de plein droit, le renvoi de la facture à son expéditeur, avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date.

▪ Envoi de factures dématérialisées

Les factures du Titulaire doivent être transmises de manière dématérialisée sur le portail de facturation CHORUS PRO. L'application CHORUS PRO est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Son utilisation est exclusive de tout autre mode de transmission dans les conditions prévues par l'Ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique et selon des modalités techniques garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Les factures dématérialisées doivent comporter les mentions légales ainsi que le numéro d'engagement juridique (EJ) de référence et le Code service exécutant.

Le n° EJ et le Code service exécutant sont des données indispensables. Si elles ne sont pas indiquées dans la facture, celle-ci est rejetée.

Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'Etablissement informe le Titulaire par tout moyen et l'invite à s'y conformer en utilisant ce portail.

19.5. Délai de paiement

Conformément à l'article R2192-11 du Code de la commande publique, le délai maximal de paiement des sommes dues au Titulaire est de cinquante (50) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'Etablissement.

Toutefois, le délai de paiement court à compter de la date d'admission des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

Les factures étant transmises de manière dématérialisée, la date de réception de la demande de paiement correspond à la date de notification à l'Etablissement du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture.

En cas de versement d'une avance, le délai de paiement de celle-ci court à compter de la date de notification du marché.

19.6. Suspension du délai de paiement

Le délai de paiement peut être suspendu dans la limite d'une fois s'il est constaté que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le présent CCAP ou que celles-ci sont erronées ou incomplètes.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au Titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception. Elle précise les raisons imputables au Titulaire, qui s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à réception par l'Etablissement, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, court un nouveau délai de trente (30) jours ou égal au solde restant à courir à la date de réception de la notification de la suspension si ce solde est supérieur à trente (30) jours.

19.7. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai prévu par le présent marché public fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire et des sous-traitants payés directement, et donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration dudit délai jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

ARTICLE 20. PENALITES

20.1. Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/PI, lorsque l'Etablissement envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le Titulaire à présenter ses observations dans un délai minimal de huit (8) jours calendaires. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au Titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du Titulaire dans ce délai ou si l'Etablissement considère que les observations formulées par le Titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA. Les pénalités ne sont pas révisables.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/PI, le montant total des pénalités de retard peut excéder 10 % du montant total hors taxe du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/PI, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € pour l'ensemble du marché public.

Les pénalités sont déduites directement des factures présentées.

L'application des pénalités n'exclut pas la possibilité, pour l'Etablissement support, de résilier le marché public dans les conditions définies à l'article 19 du présent CCAP, si le montant total des pénalités cumulés atteint 10% du montant total hors taxe du marché.

En cas de résiliation du marché, les pénalités de retard sont éventuellement appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/PI, il est appliqué les pénalités de retard suivantes :

- Pénalités pour retard dans la transmission des livrables et autres documents

En cas de retard dans la transmission d'un document, il est appliqué par jour calendaire de retard une pénalité dont le montant forfaitaire est égal à :

- 150 € par jour calendaire de retard pour les quatorze (14) premiers jours.
- 250 € par jour calendaire de retard à partir du quinzième (15^{ème}) jour calendaire.

- Pénalités pour retard aux réunions

En cas de retard non justifié du Titulaire à une réunion programmée à laquelle il aura été convoqué, il est appliqué une pénalité dont le montant forfaitaire est égal à 40 € par quart d'heure de retard constatée.

20.2. Autre pénalité

- Pénalités pour absence aux réunions

En cas d'absence non justifiée du Titulaire à une réunion programmée à laquelle il aura été convoqué, il est appliqué une pénalité dont le montant forfaitaire est égal à 250 € par absence constatée.

Toute absence à plus de deux (3) réunions ouvre la possibilité pour l'Etablissement de résilier le marché aux torts exclusifs du Titulaire sans indemnité.

ARTICLE 21. ARRET DES PRESTATIONS EN COURS D'EXECUTION

En application de l'article 22 du CCAG/PI, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent marché à l'issue de chaque phase, valant partie technique au sens du CCAG/PI et visée dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

Cette décision emporte résiliation du marché, sans aucune indemnité.

ARTICLE 22. RESILIATION

En cas de résiliation, il est fait application du chapitre 7 du CCAG/PI. Les motifs de résiliation applicables sont complétés par les dispositions du présent CCAP.

La résiliation ne remet pas en cause la cession, au profit de l'Etablissement, des droits de propriété des prestations fournies par le Titulaire. Le Titulaire est tenu de remettre toutes les prestations en cours d'exécution et de restituer, sans délai, toutes les pièces fournies par l'Etablissement durant l'exécution du marché et dont il est le dépositaire.

22.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Les parties conviennent que peuvent être considérées comme motif d'intérêt général justifiant la résiliation du marché si le Maître de l'ouvrage le décide, des raisons de financement ou de modification de programme, sans préjudice des autres dispositions du CCAG/PI auxquelles il n'est pas dérogé.

En dérogation à l'article 40 du CCAG/PI, si l'Etablissement met fin à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général, cette résiliation ne donne pas droit à une indemnité sur le préjudice subi. Le Titulaire a droit, en revanche, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations déjà payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze (15) jours après la notification de la résiliation du marché.

22.2. Résiliation pour faute du Titulaire

En complément des cas listés à l'article 39 du CCAG / PI, le marché peut être résilié aux torts du Titulaire dans les cas suivants :

- En cas de décision de rejet des prestations dans les conditions fixées à l'article 29 du CCAG, et ce sans mise en demeure préalable ;
- En cas d'absence de remplaçant ou de son non agrément conformément à l'article 10 du présent CCAP, et ce sans mise en demeure préalable ;
- En cas de non-respect des obligations de confidentialité et de sécurité des données à caractère personnel prévus à l'article 12.3 et 12.4 du présent CCAP, et ce sans mise en demeure préalable et sans qu'il ne puisse prétendre à quelque indemnité que ce soit ;
- En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés à l'article R2143-11 du Code de la commande publique,
- En cas de non-respect des dispositions relatives à l'article D8222-5 et D8222-7 et 8 du Code du travail, après mise en demeure restée infructueuse.
- Tout autre cas de résiliation aux torts du Titulaire prévu au présent CCAP.

En cas de résiliation du marché aux torts exclusifs du Titulaire, l'Etablissement exige la remise de toutes les prestations en cours d'exécution dans le cadre de ce marché et la restitution, sans délai, de toutes les pièces fournies par l'Etablissement durant l'exécution du marché et dont il est le dépositaire.

Cette résiliation est précédée d'une lettre recommandée avec accusé de réception, notifiant au Titulaire le manquement en cause et la mise en demeure d'exécuter ses obligations contractuelles, dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de ladite lettre.

En cas de mise en demeure restée infructueuse, la résiliation est alors prononcée aux torts du Titulaire, et éventuellement à ses frais et risques, sans que celui-ci puisse prétendre à une quelconque indemnité.

22.3. Exécution aux frais et risques

En dérogation et complément à l'article 27 du CCAG/PI, le Maître d'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du Titulaire.

Le Titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le Pouvoir Adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

22.4. Conséquence de la résiliation

Le montant des honoraires correspondant aux éléments de missions réellement exécutés à la date de résiliation du contrat, est liquidé conformément aux dispositions des articles du présent CCAP.

Dans le cas où la résiliation intervient avant l'achèvement d'une phase, le pourcentage d'avancement de celle-ci est alors arrêté d'un commun accord entre le Titulaire ou ses ayants droits et l'Etablissement.

ARTICLE 23. DIFFERENDS ET RECOURS

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le Titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché public. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché public, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

Les parties s'efforcent de régler par voie amiable les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent marché public.

Par dérogation à l'article 43.2 du CCAG/PI, le mémoire en réclamation du Titulaire doit être communiqué à l'Etablissement dans le délai de trente (30) jours courant à compter du jour où le différend est apparu.

En cas de litige sur l'interprétation des clauses ou lors de l'exécution du présent marché public, et après épuisement des voies de recours amiables prévues à l'article 43 du CCAG/PI, le Tribunal Administratif de Rennes est compétent pour trancher le litige.

Il est dérogé au CCAG/PI dans tous les cas où ses dispositions sont contraires à celles du présent marché public, qui l'emportent, notamment :

Nature de la dérogation	Article du CCAP	Article du CCAG/PI
Ordre de priorité	9	4.1
Prolongation du délai d'exécution	11	13.3.2
Conduite des prestations par une personne nommément désignée	13.2	3.4.3
Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	15.6.1	6.2
Protection de l'environnement	15.6.2	7.2
Forme des notifications	15.8	3.1.2, 4.2.1 et 3.8.2
Opération de vérification	16	28.5
Admission	17	29.1 et 29.3
Pénalités	20.1	14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3
Résiliation pour motif d'intérêt général	22.1	40
Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire	22.3	27
Règlement des différends entre les parties	23	43.2